



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire

N° 135 – 1^{er} trimestre 2008

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4, rue de la Compagnie – 97400 Saint-Denis

Sommaire

Méthodologie	3
1. Synthèse	6
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	12
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	13
<i>L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques</i>	<i>14</i>
<i>Les placements des ménages</i>	<i>16</i>
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	<i>16</i>
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	17
4.1 <i>Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	<i>17</i>
<i>L'évolution de l'endettement des agents économiques</i>	<i>17</i>
<i>L'endettement des ménages</i>	<i>18</i>
<i>L'endettement des entreprises</i>	<i>18</i>
4.2 <i>Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	<i>19</i>
5. Risques sectoriels	20
6. Rappel des taux	22
6.1 <i>Taux réglementés</i>	<i>22</i>
6.2 <i>Principaux taux de marché</i>	<i>22</i>
6.3 <i>Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	<i>22</i>
6.4 <i>Taux de l'usure</i>	<i>22</i>
7. Monnaie fiduciaire	23
7.1 <i>Emission mensuelle de billets euros</i>	<i>23</i>
7.2 <i>Emission mensuelle de pièces euros</i>	<i>23</i>

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

2) Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'Iedom auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (17 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

3) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les seuls établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département, qu'ils soient locaux ou non installés localement.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) tandis que les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits (dans les DOM) par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'Iedom sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

1. Synthèse

1 – Un contexte économique et financier mondial fragilisé

Les effets de la crise des subprimes continuent de peser sur la situation financière des banques. Les annonces de dépréciation d'actif et de pertes se sont poursuivies tout au long du premier trimestre 2008, conduisant certains établissements de crédit à réaliser ou programmer d'importantes recapitalisations.

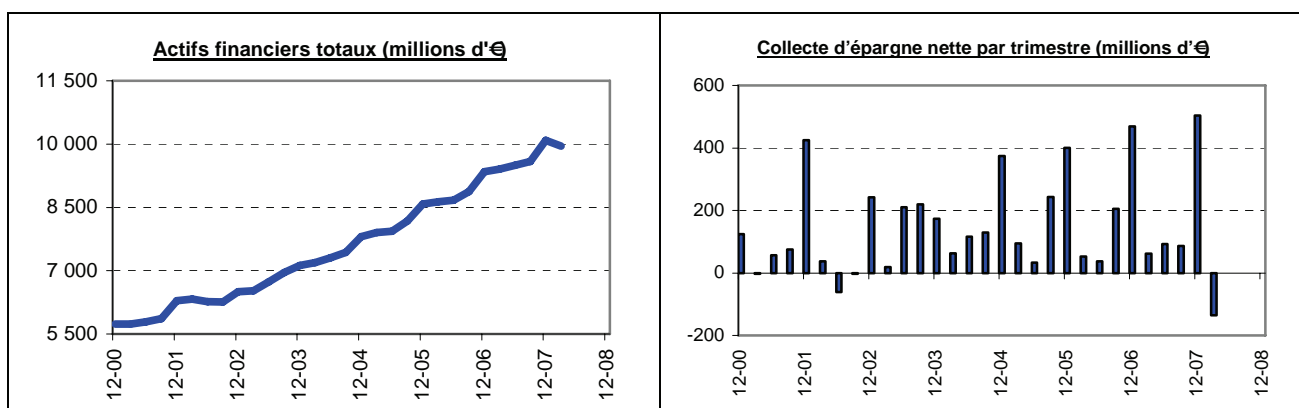
Les risques de faillite d'établissements financiers majeurs ont conduit la FED, puis la Banque d'Angleterre, à annoncer des plans d'urgence visant à faciliter le refinancement des banques en échange de leurs crédits immobiliers subprimes. Ces mesures exceptionnelles sont venues en complément de décisions de baisse des taux d'intérêts directeurs.

Ainsi, depuis le début de la crise des subprimes, en juin 2007, la Réserve Fédérale américaine (FED) a baissé de 3,25 points son principal taux directeur en le portant à 2 % le 30 avril 2008. Le taux de refinancement principal de la Banque d'Angleterre a été revu à trois reprises à la baisse depuis juillet 2007 pour s'établir à 5 % le 10 avril 2008. De son côté, la Banque Centrale Européenne a relevé ses taux directeurs d'un quart de point le 3 juillet 2008, du fait de la persistance de fortes pressions inflationnistes et des risques accrus sur la stabilité des prix à moyen terme. Le principal taux directeur de la BCE passe ainsi à 4,25 %.

Dans ce contexte financier dégradé, les banques centrales doivent mener des arbitrages délicats en matière de politique monétaire, qui tiennent compte d'un environnement économique peu propice, marqué par la résurgence de l'inflation, en particulier avec la flambée du cours du pétrole et des produits alimentaires, et par la baisse du dollar américain. En un peu plus de sept ans, le taux de change de l'euro a progressé de près de 100 % et a même dépassé en avril 2008, le seuil de 1,60 dollar.

2 – Une bonne tenue de la distribution de crédit, mais une diminution de la collecte de dépôt dans le département

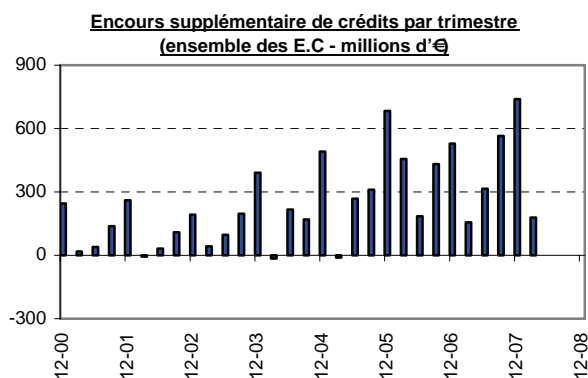
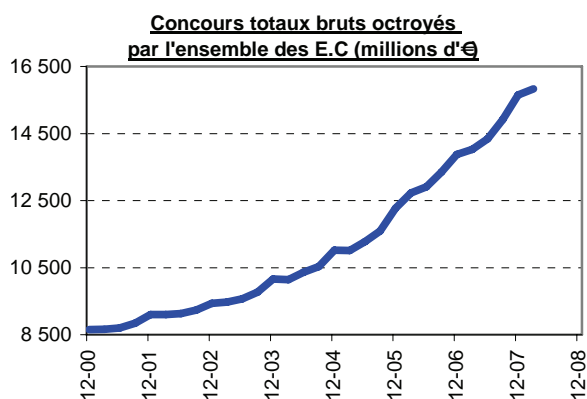
Le marché bancaire et financier réunionnais est resté abrité des difficultés financières rencontrées sur les marchés internationaux. Les résultats dégagés par le système bancaire réunionnais sur l'ensemble de l'année 2007 sont restés stables par rapport à l'exercice précédent, avec un résultat net dégagé par les six principaux établissements bancaires en hausse de +2,8% à 90,4 millions d'€ et un produit net bancaire de ces six banques en progression de +2,7% (hors éléments non récurrents de 2006) à 380,7 millions d'€



L'ensemble des actifs financiers s'inscrit toutefois en recul par rapport au quatrième trimestre 2007 (-135 millions d'€ soit -1,3%), évolution qui pour mémoire a rarement été enregistrée par le passé. Il

faut remonter au deuxième trimestre 2001, à l'époque de la précédente explosion de la bulle spéculative des valeurs internet sur les marchés boursiers internationaux, pour observer un précédent recul - toutefois de moindre ampleur (-3 millions d'€) - des ressources collectées par les établissements de crédit locaux.

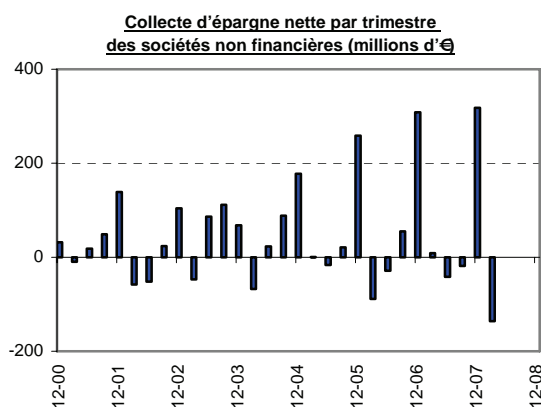
Le marché de la distribution du crédit dans le département par l'ensemble des établissements de crédit est demeuré bien orienté, affichant une légère hausse au cours du premier trimestre 2008. Les concours bruts totaux consentis par l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département s'établissent ainsi à 15,8 milliards d'€ à fin mars 2008, en hausse de +180 millions d'€ au premier trimestre 2008 (+1,1%). Pour mémoire, les premiers trimestres de chaque année civile avaient parfois enregistré, au cours des années antérieures, de légers reculs des concours consentis, notamment en 2002, en 2004 et en 2005.



Les perspectives d'activité bancaire dans le département au cours des deuxième et troisième trimestres de l'année 2008, selon les anticipations des dirigeants des établissements de crédit réunionnais interrogés, laissent présumer une poursuite des évolutions observées en ce début d'année, notamment une bonne tenue des financements consentis aux entreprises, une dégradation du marché du crédit à l'habitat, un maintien de la rentabilité mais une nouvelle dégradation du coût du risque, liée à un environnement économique appréhendé de manière plutôt négative.

2.1 – La diminution des actifs financiers collectés à la Réunion s'explique par la forte baisse des dépôts à vue non compensée totalement comme les années précédentes par une progression des autres formes de placement

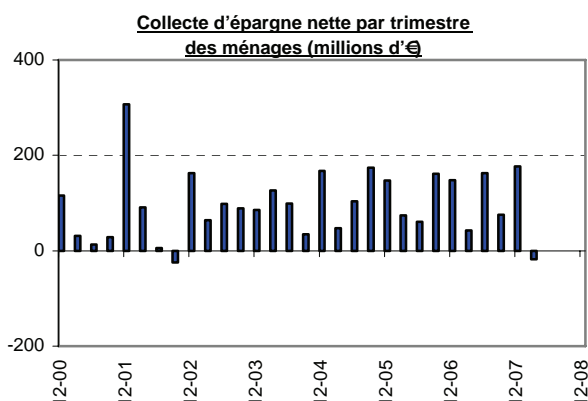
Les dépôts à vue détenus par l'ensemble des agents économiques réunionnais ont diminué de -250 millions d'€ (-7,7%) entre décembre 2007 et mars 2008. Cette baisse a essentiellement touché la clientèle des **sociétés non financières**, dont les disponibilités reculent de -181 millions d'€ (-14,2%) sur le premier trimestre 2008, entraînant un recul de -136 millions d'€ (-5,4%) de l'ensemble des placements de ces agents. Il doit toutefois être noté que les sociétés non financières enregistrent régulièrement des baisses de leurs placements, au cours des premiers semestres de chaque année. Comme l'illustre le graphique ci-joint, la baisse constatée en ce début d'année 2008 est plus élevée que celle des années précédentes. Leurs placements liquides indexés sur les taux de marché, qui représentent une forte proportion de leurs placements rémunérés (85% en décembre 2007 et 86% en mars 2008) progressent de +50 millions d'€ au premier trimestre 2008 (+4,7%). Dans le détail, les comptes à terme des sociétés non financières ont fortement progressé sur le premier trimestre 2008 (+51 millions d'€ soit +14,6%) de même que les certificats de dépôts négociables (+23 millions d'€ soit



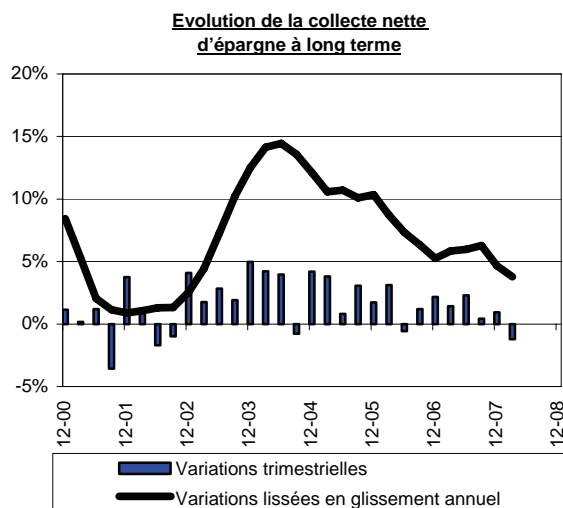
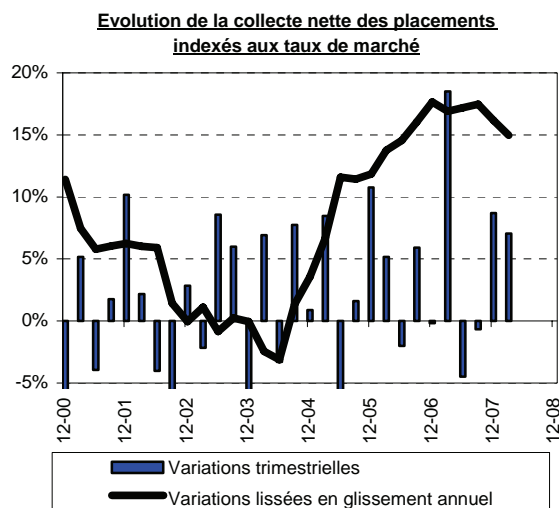
Conjoncture financière et bancaire

+5,7%). En revanche, les encours des titres d'OPCVM monétaires détenus par cette clientèle reculent de -22 millions d'€ (-6,8%). Enfin les placements à long terme (notamment sous forme de portefeuilles titres) reculent également légèrement sur le premier trimestre (-5 millions d'€ soit -2,8%) en liaison vraisemblablement avec les mauvaises performances des marchés boursiers.

Les **ménages** ont également enregistré une diminution de leurs disponibilités à vue (-90 millions d'€ au premier trimestre soit -4,9%), qui s'est également traduite au final par une baisse de leurs placements financiers totaux (-18 millions d'€ soit -0,2%). Comme mentionné précédemment, il faut remonter au troisième trimestre de l'année 2001 pour enregistrer une baisse des placements des ménages. Le premier trimestre de chaque année civile enregistre au contraire régulièrement une progression sensible des placements des ménages.



Les placements des ménages sous forme de comptes d'épargne à régime spécial se sont accrus de +45 millions d'€ (+2,4%) entre décembre 2007 et mars 2008, grâce notamment aux bonnes performances au cours du premier trimestre 2008 des livrets de développement durable (+13 millions d'€ soit +5,8%), des livrets A des caisses d'épargne (+15 millions d'€ soit +2,8%) et des livrets d'épargne populaire (+4 millions d'€ soit +3,1%). Les placements des ménages indexés sur les taux de marché ont également enregistré des évolutions favorables entre décembre 2007 et mars 2008 (+52 millions d'€ soit +12,5%), grâce aux progressions des comptes de dépôts à terme détenus par les ménages (+37 millions d'€ soit +13,3%) et des titres d'OPCVM monétaires (+15 millions d'€ soit +12,8%). A l'inverse, l'épargne à long terme détenue par les ménages diminue de -25 millions d'€ (-0,8%) au premier trimestre 2008, notamment en raison des mauvaises performances des OPCVM non monétaires (-17 millions d'€ soit -9,1%), des plans d'épargne logement (-15 millions d'€ soit -1,8%) et des actions et obligations détenus sous forme de portefeuilles titres (-12 millions d'€ soit -4,1%). Les placements sous forme de contrats d'assurance-vie souscrits auprès des banques locales progressent en revanche de +21 millions d'€ (+1,4%).



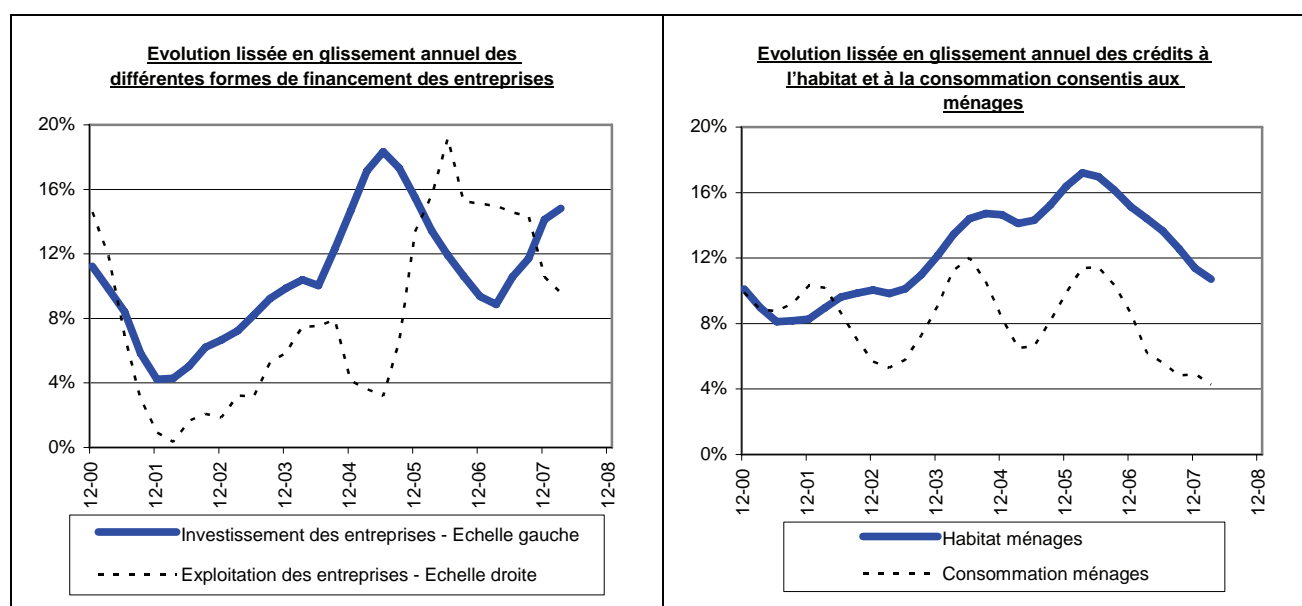
Au total, l'ensemble des placements liquides ou à court terme des agents économiques réunionnais s'établit en hausse de +156 millions d'€ (+4,5%) sur le premier trimestre 2008, avec une croissance plus marquée des placements liquides indexés aux taux de marché (+111 millions d'€ soit +7,1%) que des livrets d'épargne (+45 millions d'€ soit +2,4%). L'épargne à long terme détenue par l'ensemble des agents économiques réunionnais s'inscrit pour sa part en léger recul entre décembre 2007 et mars 2008 (-42 millions d'€ soit -1,2%), avec un repli généralisé de l'ensemble des placements, hormis les contrats d'assurance-vie et les plans d'épargne retraite populaire.

2.2 – Poursuite de la croissance des financements bancaires consentis aux entreprises et aux ménages...

La croissance de +1,1% des **concours bruts totaux zone et hors zone** enregistrée au premier trimestre de l'année 2008 a bénéficié plus largement aux financements consentis aux entreprises (+1,6% entre décembre 2007 et mars 2008 soit +112 millions d'€), et tout particulièrement aux financements des investissements des entreprises (+4,0% soit +130 millions d'€), et dans une moindre mesure aux financements octroyés aux ménages (+0,9% soit +54 millions d'€). Les concours aux collectivités locales reculent pour leur part légèrement au premier trimestre 2008 (-1,6% soit -28 millions d'€). Enfin, les créances douteuses brutes totales s'établissent à 590 millions d'€ à fin mars 2008, en hausse de +14 millions d'€ (+2,5%) sur les trois premiers mois de l'année.

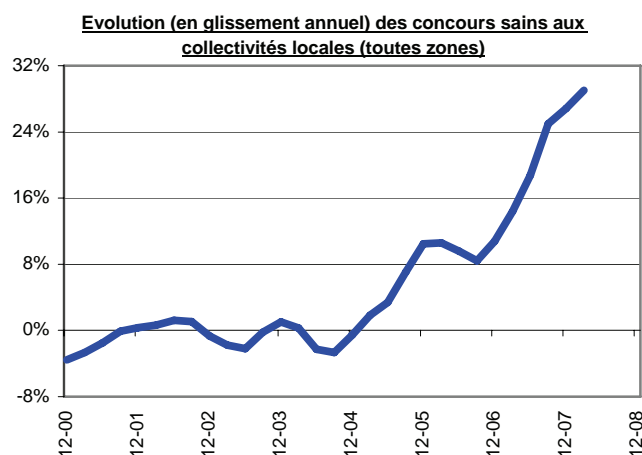
Les **entreprises** enregistrent une croissance plus modérée de leurs encours auprès des établissements de crédit locaux (+52 millions d'€ soit +1,1%) qu'auprès des établissements installés hors zone d'émission (+60 millions d'€ soit +2,5%). Le financement de l'exploitation des entreprises s'inscrit ainsi en recul sur le trimestre (-31 millions d'€ auprès des établissements locaux soit -2,7%), en relation avec une forte baisse des mobilisations des créances commerciales (-34 millions d'€ soit -22,4%).

A l'inverse, l'accélération de la croissance du financement de l'investissement des entreprises par les établissements de crédit locaux depuis le milieu de l'année 2007 et la poursuite de cette progression au premier trimestre 2008 donne un signal positif sur l'évaluation toujours favorable de la conjoncture économique par les professionnels. Les crédits immobilier des entreprises s'inscrivent pour leur part également toujours en hausse (+17 millions d'€ soit +2,1%).



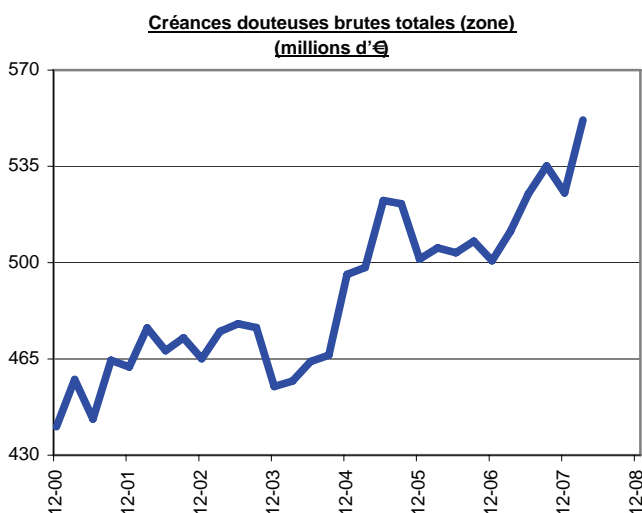
Les concours consentis aux **ménages** par les établissements de crédit locaux s'inscrivent en faible hausse (+28 millions d'€ soit +0,5%) entre décembre 2007 et mars 2008 ; la faible croissance des crédits à l'habitat (+31 millions d'€ soit +0,8%), caractéristique toutefois des premiers trimestres de chaque année civile, étant compensée par le recul des crédits de financement de la consommation des ménages (-3 millions d'€ soit -0,2%). Un net ralentissement de ces deux formes de financement des ménages est perceptible depuis le milieu de l'année 2006 et ne semble pas devoir s'infléchir au cours des prochains trimestres. D'un côté, la non tenue du salon de l'automobile au deuxième semestre 2007 n'a pas permis la relance habituelle du crédit à la consommation ; de l'autre, le ralentissement du marché du financement de l'habitat réunionnais s'explique par le renchérissement régulier des taux de crédit, les craintes d'un ralentissement économique au niveau mondial et d'une diminution des prix de l'immobilier comme aux Etats-Unis ou dans certains pays d'Europe (Espagne, Angleterre ...).

Les concours consentis aux **collectivités publiques locales** se sont inscrits pour leur part en baisse au premier trimestre 2008 (-11 millions d'€ soit -1,7% sur la base des concours octroyés par les seuls établissements locaux et -28 millions d'€ soit -1,6% sur la base des concours octroyés par l'ensemble des établissements zone et hors zone). Cette baisse fait suite à une très forte accélération enregistrée au trimestre précédent (+163 millions d'€ soit +35,0% sur la base des établissements locaux) liée à l'octroi d'importants financements à des collectivités locales pour financer leurs programmes d'investissement.



2.3 – ... et légère remontée du risque de crédit qui demeure toutefois proche de son plus bas niveau relatif historique

Les créances douteuses brutes détenues par les seuls établissements locaux, qui s'établissent à 552 millions d'€ (590 millions pour l'ensemble des établissements de crédit zone et hors zone), soit en légère hausse de +5,0% (+26 millions d'€) sur le premier trimestre 2008, représentent toutefois une proportion historiquement très faible de l'ensemble des concours bruts consentis, à 4,7% (contre 4,5% à la fin du trimestre précédent et 4,8% un an auparavant). Les créances impayées déclarées par les établissements de crédit locaux reviennent pour leur part à leur niveau moyen de l'année 2007, aux alentours de 60 millions d'€, après avoir été sensiblement progressé à fin décembre 2007 (80 millions d'€).



2.4 – Des anticipations des dirigeants en matière d'activité bancaire contrastées bien que globalement stables pour les deux prochains trimestres

Les soldes d'opinions des dirigeants des établissements de crédit interrogés ont reflété la normalité de l'activité financière de ce premier trimestre 2008, avec notamment une bonne tenue de la rentabilité des établissements de crédit. L'activité bancaire du deuxième trimestre 2008 a été marquée par la poursuite des principales évolutions enregistrées en ce début d'année, notamment la bonne tenue du financement de l'équipement des entreprises (mais également de l'exploitation, contrairement au 1^{er} trimestre), le ralentissement de plus en plus marqué du marché des crédits immobiliers des ménages et enfin la dégradation nette du coût du risque mesuré par les établissements de crédit, qui devrait s'accroître au cours des deux prochains trimestres. Toutefois, il doit être noté qu'une dégradation des opinions moyennes des dirigeants des établissements de crédit a été régulièrement observée en matière de coût du risque au cours des seconds trimestres des années précédentes, ce qui peut relativiser la dégradation de cet indicateur pour le deuxième trimestre 2008.

La tendance des dépôts collectés devrait enregistrer un redressement aux deuxième et troisième trimestres 2008, après la diminution enregistrée lors du premier trimestre, de même que le crédit à la consommation des particuliers, sur lequel les dirigeants des établissements de crédit interrogés anticipent une reprise après l'inflexion enregistrée au cours de ces deux derniers trimestres.

2 – L'évolution des risques de la place recensés au SCR Banque de France

A fin mars 2008, les encours des risques recensés par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France sur les entreprises de la Réunion (et les administrations publiques et autres personnes morales) s'élevaient à 10,1 milliards d'€ à fin mars 2008, en hausse de +1,3% sur le premier trimestre 2008 (évolution cohérente avec la progression des concours distribués) et de +13,4% par rapport au même trimestre de l'année précédente (également comparable avec la progression des encours de crédit).

Les crédits à moyen et long terme représentent une proportion importante (70,2% en mars 2008 contre 68,8% en mars 2007) de l'ensemble des risques recensés tandis que le poids des financements à court terme demeure relativement stable (10,9% en mars 2008 contre 10,3% en mars 2007). La différence est essentiellement constituée par les engagements de hors-bilan (15,8% en mars 2008 après 17,5% un an auparavant). Pour mémoire, les financements par crédit bail représentent un poids de 3,1% en mars 2008 (3,4% en mars 2007) tandis que les titrisations de crédits demeurent anecdotiques (0,03% des risques totaux en mars 2008).

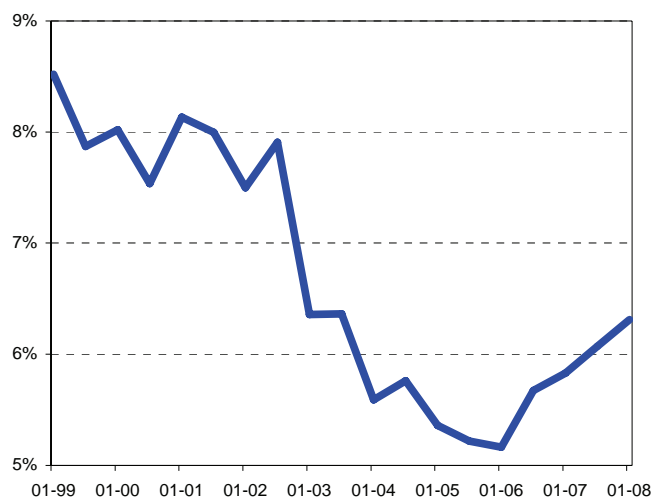
Enfin, le poids du secteur de l'immobilier demeure prépondérant dans le total des risques de la place et s'est légèrement renforcé entre 2007 et 2008 ; les financements consentis à ce secteur d'activité représentant ainsi 27,5% du total des crédits consentis aux entreprises et personnes morales (27,0% en mars 2007). Les autres principaux secteurs d'activité en terme de risques portés sont les administrations publiques (18,5% des risques totaux en mars 2008) et le bâtiment et les travaux publics (14,8%).

3 – La poursuite de la remontée des taux d'intérêt et des taux de crédit

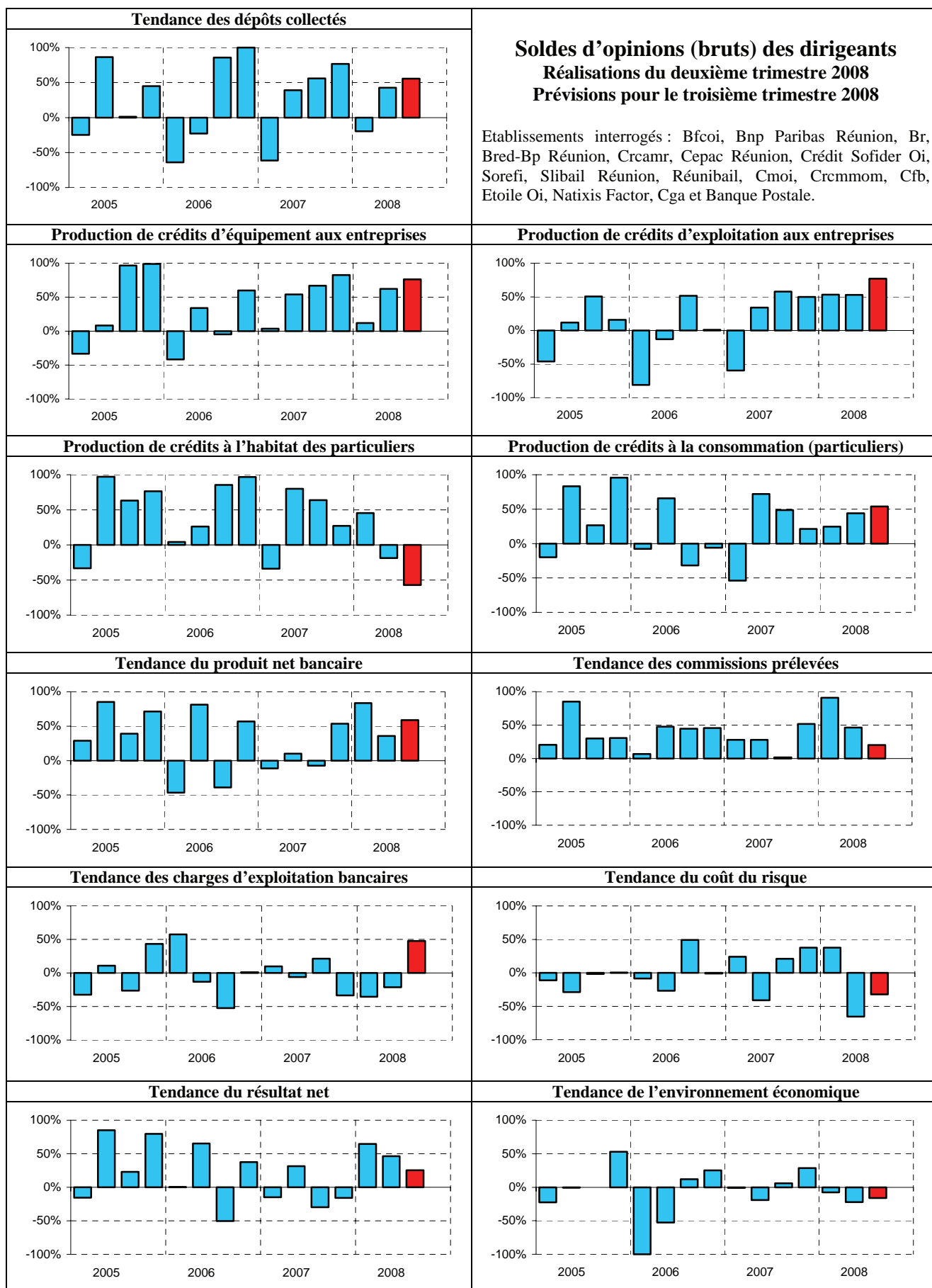
La dernière enquête réalisée par l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises à la Réunion, sur la base des octrois du mois de janvier 2008, fait apparaître une nouvelle remontée du **taux moyen pondéré global** de +12 points de base par rapport à juillet 2007, qui ressort à 6,31% en janvier 2008 contre 6,19% en juillet 2007. Cette enquête a porté sur un échantillon de 618 observations pour un encours total de 139 millions d'€ de crédits consentis ou reconduits (contre 1.121 observations pour 201 millions d'€ lors de l'enquête précédente en juillet 2007). Le **taux moyen pondéré global de crédit aux entreprises**, tel qu'il ressort de cette enquête semestrielle, s'est ainsi renchéri de +115 points par rapport à son minimum atteint en janvier 2006 (5,16%).

Il doit cependant être noté que cette remontée des conditions débitrices moyennes des banques réunionnaises a été enregistrée dans une période où les taux de refinancement de marché dans la zone Euro se sont renchéri de près de +200 points de base (les taux de marché sont aujourd'hui un peu supérieurs à 4% alors qu'ils étaient proches de 2% fin d'année 2005 début d'année 2006).

Cette remontée des conditions de crédit est aussi perceptible au niveau des taux de l'usure, notamment pour les crédits immobiliers qui se sont renchéri de près de 100 points de base en une année par rapport au deuxième trimestre 2007, et d'un peu plus de 10 points de base entre le premier et le deuxième trimestre 2008.



2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit



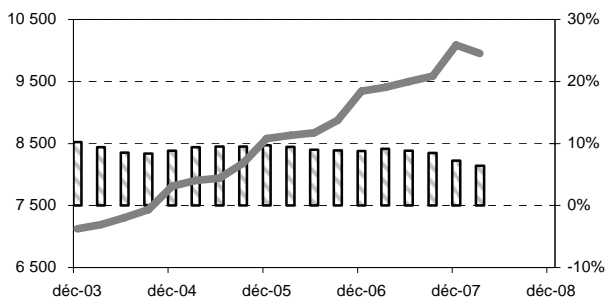
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions d'euros									Variations	
	mars-06	juin-06	sept-06	déc-06	mars-07	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	1 an	1 trim
Sociétés non financières	1 935,300	1 906,931	1 962,089	2 270,313	2 279,272	2 237,802	2 219,305	2 537,012	2 400,906	5,3%	-5,4%
Dépôts à vue	902,789	909,460	924,687	1 177,856	1 039,027	1 055,649	1 082,372	1 275,260	1 094,065	5,3%	-14,2%
Placements liquides ou à court terme	851,363	822,204	856,226	904,766	1 053,349	987,870	941,700	1 074,717	1 125,081	6,8%	4,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	12,752	7,140	8,057	3,192	2,913	3,394	1,230	0,929	0,941	-n.s.	-n.s.
Placements indexés sur les taux de marché	838,611	815,064	848,169	901,574	1 050,436	984,476	940,470	1 073,788	1 124,140	7,0%	4,7%
<i>dont comptes à terme</i>	227,065	228,615	251,301	298,243	320,426	313,634	336,333	346,048	396,634	23,8%	14,6%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	236,370	247,032	260,300	252,892	321,775	341,102	301,624	327,073	304,984	-5,2%	-6,8%
<i>dont certificats de dépôt</i>	346,557	325,839	323,482	342,191	401,242	322,604	296,169	397,067	419,587	4,6%	5,7%
Epargne à long terme	181,148	175,267	181,176	187,691	186,896	194,283	195,233	187,035	181,760	-2,7%	-2,8%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	63,868	62,358	60,846	60,180	58,965	65,824	65,426	57,693	53,289	-9,6%	-7,6%
Ménages	6 270,809	6 330,879	6 492,377	6 640,318	6 682,975	6 844,117	6 921,239	7 097,805	7 080,260	5,9%	-0,2%
Dépôts à vue	1 514,262	1 552,938	1 635,193	1 749,852	1 640,103	1 724,011	1 742,577	1 846,647	1 757,023	7,1%	-4,9%
Placements liquides ou à court terme	2 015,474	2 030,247	2 078,999	2 049,950	2 164,424	2 182,311	2 235,358	2 266,795	2 363,371	9,2%	4,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 696,701	1 700,506	1 710,794	1 743,290	1 783,263	1 794,421	1 818,918	1 855,259	1 900,314	6,6%	2,4%
dont livrets ordinaires	660,199	657,173	661,428	678,179	686,871	682,063	687,582	700,171	711,461	3,6%	1,6%
dont livrets A et bleus	481,468	483,946	487,578	494,419	507,092	510,818	518,723	535,760	550,932	8,6%	2,8%
dont livrets jeunes	31,528	32,029	32,173	33,836	33,525	34,304	35,415	36,904	37,006	10,4%	0,3%
dont livrets d'épargne populaire	126,506	126,163	127,834	132,594	133,164	130,997	132,362	128,520	132,448	-0,5%	3,1%
dont livrets de développement durable	164,975	166,702	168,955	172,687	191,084	203,402	212,020	220,877	233,588	22,2%	5,8%
dont comptes d'épargne logement	232,025	234,493	232,826	231,575	231,527	232,837	232,816	233,027	234,879	1,4%	0,8%
Placements indexés sur les taux de marché	318,773	329,741	368,205	306,660	381,161	387,890	416,440	411,536	463,057	21,5%	12,5%
dont comptes créditeurs à terme	202,103	203,008	233,860	203,079	268,163	249,882	270,849	278,167	315,029	17,5%	13,3%
dont bons de caisse	22,395	21,987	22,234	19,514	21,284	18,146	14,949	13,561	12,924	-39,3%	-4,7%
dont OPCVM monétaires	94,275	104,746	112,111	84,067	91,714	119,862	130,642	119,808	135,104	47,3%	12,8%
Epargne à long terme	2 741,073	2 747,694	2 778,185	2 840,516	2 878,448	2 937,795	2 943,304	2 984,363	2 959,866	2,8%	-0,8%
dont plans d'épargne logement	886,514	871,070	855,942	859,595	846,527	828,114	814,362	823,680	808,923	-4,4%	-1,8%
dont plans d'épargne populaire	108,359	104,095	100,825	98,496	93,886	89,745	85,853	84,768	82,379	-12,3%	-2,8%
dont portefeuille-titres	262,789	262,916	259,082	277,914	289,658	296,112	282,474	290,562	278,678	-3,8%	-4,1%
dont OPCVM non monétaires	185,868	180,104	187,086	191,859	191,882	195,306	195,807	187,940	170,833	-11,0%	-9,1%
dont contrats d'assurance-vie	1 287,014	1 317,406	1 362,607	1 398,150	1 441,069	1 510,515	1 547,570	1 579,751	1 601,314	11,1%	1,4%
dont contrats PERP	2,948	3,600	4,340	5,583	6,185	6,687	7,139	8,498	9,050	46,3%	6,5%
Autres agents	427,560	432,913	421,278	434,389	444,210	415,649	444,956	454,287	472,797	6,4%	4,1%
Dépôts à vue	97,719	133,798	121,150	128,478	115,019	87,734	102,641	115,510	136,621	18,8%	18,3%
Placements liquides ou à court terme	99,299	86,777	86,809	92,743	107,168	98,629	104,009	101,765	110,905	3,5%	9,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	14,776	14,581	14,279	14,230	13,927	14,389	14,140	14,372	14,421	3,5%	0,3%
Placements indexés sur les taux de marché	84,523	72,196	72,530	78,513	93,241	84,240	89,869	87,393	96,484	3,5%	10,4%
Epargne à long terme	230,542	212,338	213,319	213,168	222,023	229,286	238,306	237,012	225,271	1,5%	-5,0%
Total actifs financiers	8 633,671	8 670,721	8 875,743	9 345,018	9 406,459	9 497,566	9 585,501	10 089,105	9 953,966	5,8%	-1,3%
Dépôts à vue	2 514,775	2 596,199	2 681,031	3 056,181	2 794,150	2 867,391	2 927,590	3 237,419	2 987,712	6,9%	-7,7%
Placements liquides ou à court terme	2 966,133	2 939,226	3 022,029	3 047,461	3 324,940	3 268,810	3 281,067	3 443,277	3 599,358	8,3%	4,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 724,230	1 722,225	1 733,129	1 760,711	1 800,101	1 812,206	1 834,290	1 870,562	1 915,677	6,4%	2,4%
dont livrets ordinaires	678,005	674,618	678,587	695,400	703,510	699,733	702,840	715,358	726,703	3,3%	1,6%
dont livrets A et bleus	491,192	488,221	492,753	494,619	507,293	510,933	518,836	535,876	551,052	8,6%	2,8%
dont livrets jeunes	31,530	32,030	32,174	33,836	33,524	34,304	35,414	36,904	37,006	10,4%	0,3%
dont livrets d'épargne populaire	126,505	126,160	127,831	132,593	133,163	130,996	132,362	128,520	132,449	-0,5%	3,1%
dont livrets de développement durable	164,973	166,703	168,957	172,687	191,085	203,402	212,021	220,877	233,589	22,2%	5,8%
dont comptes d'épargne logement	232,025	234,493	232,827	231,576	231,526	232,838	232,817	233,027	234,878	1,4%	0,8%
Placements indexés sur les taux de marché	1 241,903	1 217,001	1 288,900	1 286,750	1 524,839	1 456,604	1 446,777	1 572,715	1 683,681	10,4%	7,1%
dont comptes créditeurs à terme	464,966	447,188	500,874	519,174	623,227	585,965	636,792	656,746	743,425	19,3%	13,2%
dont bons de caisse	51,028	35,579	35,333	27,778	28,294	25,296	21,308	17,159	15,858	-44,0%	-7,6%
dont certificats de dépôt	346,557	325,839	323,482	342,191	401,242	322,604	296,169	397,067	419,587	4,6%	5,7%
dont OPCVM monétaires	379,352	408,395	429,211	397,607	472,076	522,739	492,508	501,743	504,811	6,9%	0,6%
Epargne à long terme	3 152,763	3 135,296	3 172,683	3 241,376	3 287,369	3 361,365	3 376,844	3 408,409	3 366,896	2,4%	-1,2%
dont plans d'épargne logement	886,515	871,070	855,943	859,596	846,528	828,114	814,363	823,677	808,922	-4,4%	-1,8%
dont plans d'épargne populaire	108,359	104,096	100,826	98,496	93,888	89,745	85,853	84,770	82,379	-12,3%	-2,8%
dont autres comptes d'épargne	7,580	8,499	8,304	8,919	9,240	11,317	10,099	9,164	8,689	-6,0%	-5,2%
dont portefeuille-titres	409,497	404,711	403,448	427,009	443,317	453,139	439,700	452,047	439,888	-0,8%	-2,7%
dont OPCVM non monétaires	450,850	425,914	437,215	443,623	447,142	461,848	472,120	450,502	416,654	-6,8%	-7,5%
dont contrats d'assurance-vie	1 287,014	1 317,406	1 362,607	1 398,150	1 441,069	1 510,515	1 547,570	1 579,751	1 601,314	11,1%	1,4%
dont contrats PERP	2,948	3,600	4,340	5,583	6,185	6,687	7,139	8,498	9,050	46,3%	6,5%

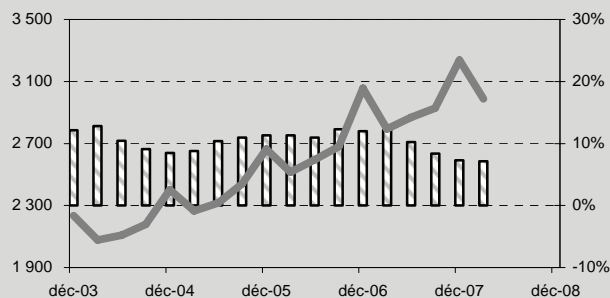
L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

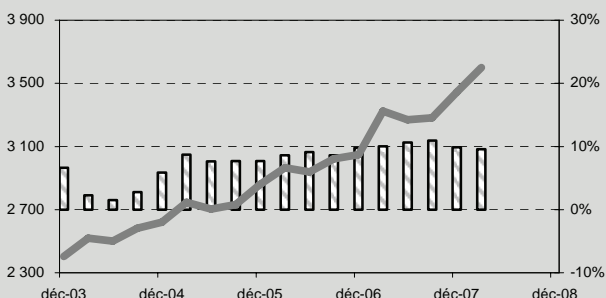
Ensemble des actifs financiers



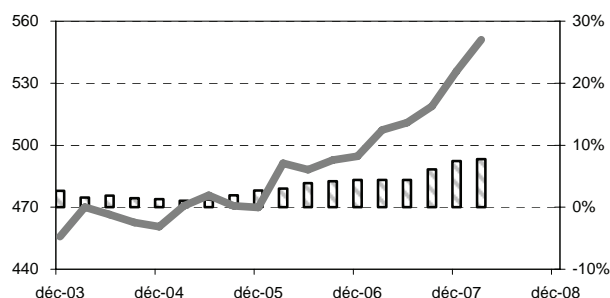
Dépôts à vue



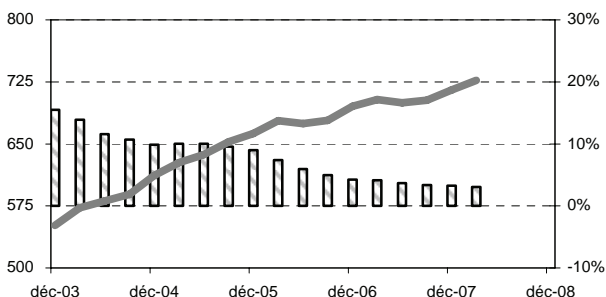
Ensemble des placements liquides ou à court terme



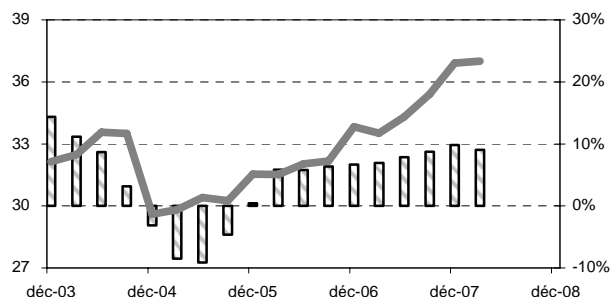
Livrets 'A' des caisses d'épargne



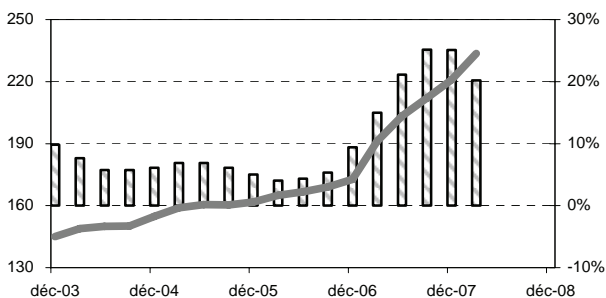
Livrets ordinaires



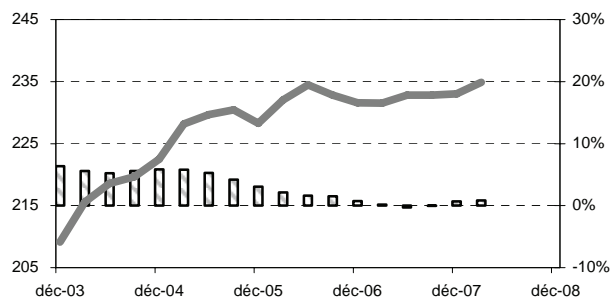
Livrets jeunes



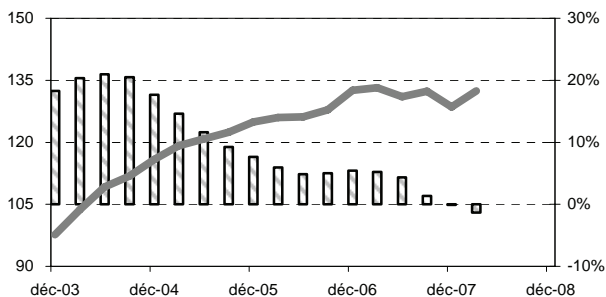
Livrets de développement durable



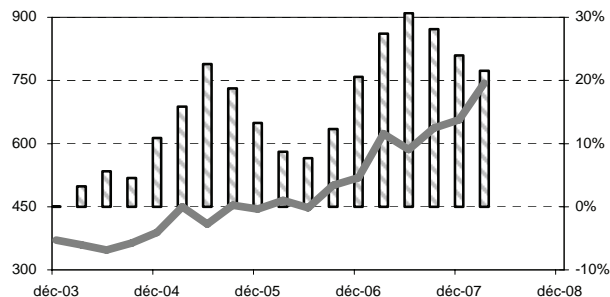
Comptes d'épargne logement



Livrets d'épargne populaire



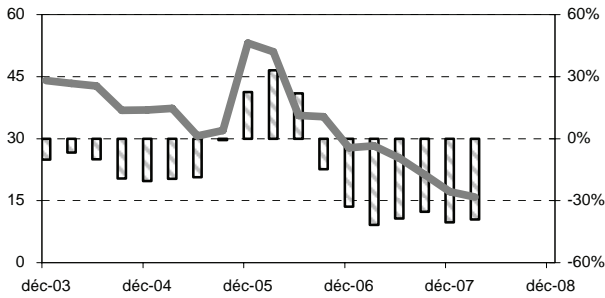
Dépôts à terme



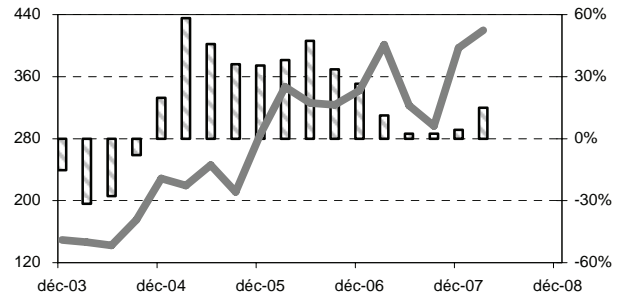
Conjoncture financière et bancaire

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

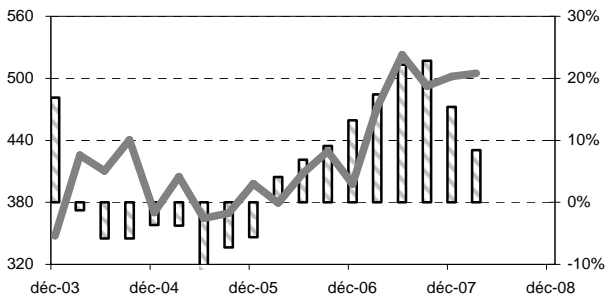
Bons de caisse et bons d'épargne



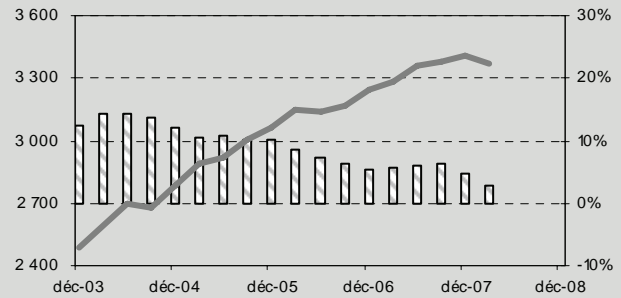
Certificats de dépôts négociables



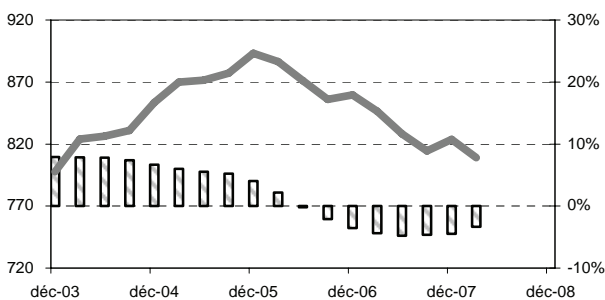
OPCVM monétaires



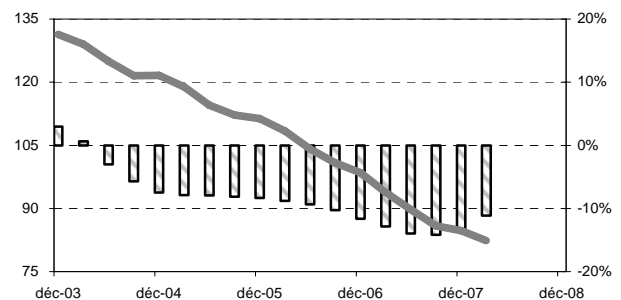
Épargne à long terme



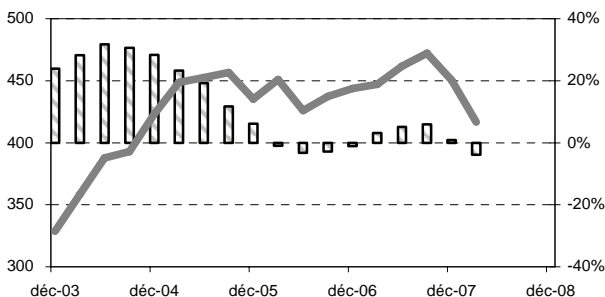
Plans d'épargne logement



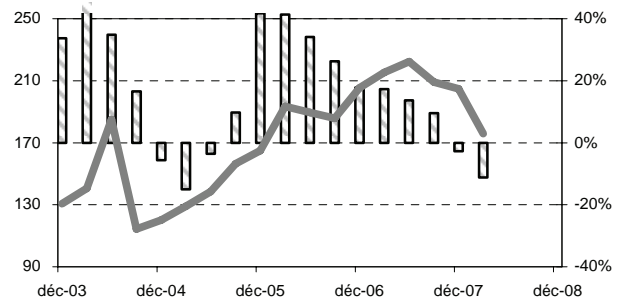
Plans d'épargne populaire



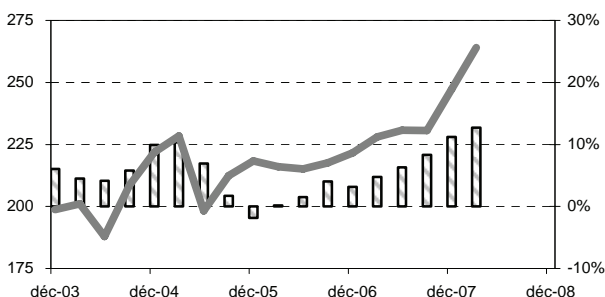
OPCVM titres en portefeuille titres



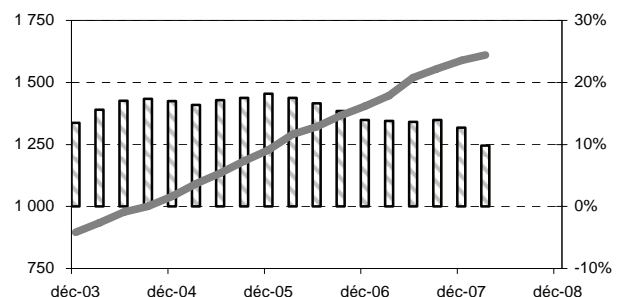
Actions en portefeuille titres



Obligations en portefeuille titres



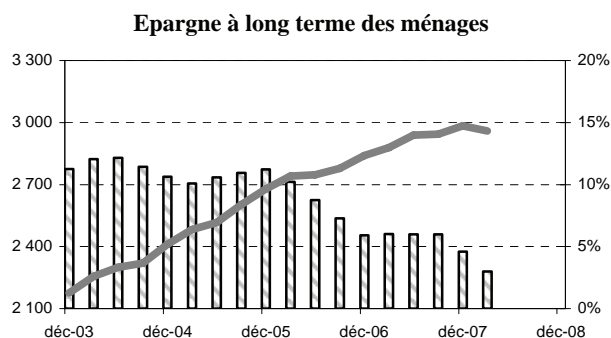
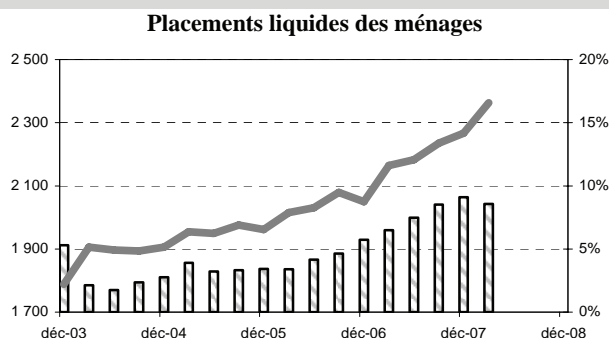
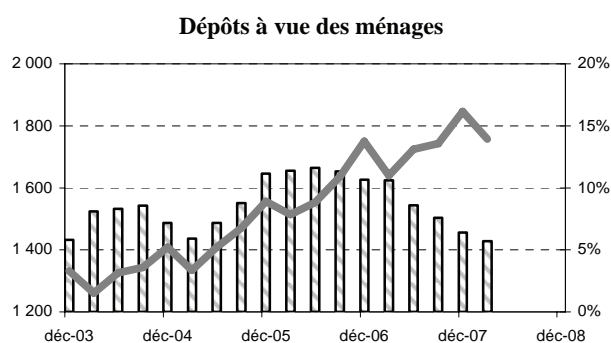
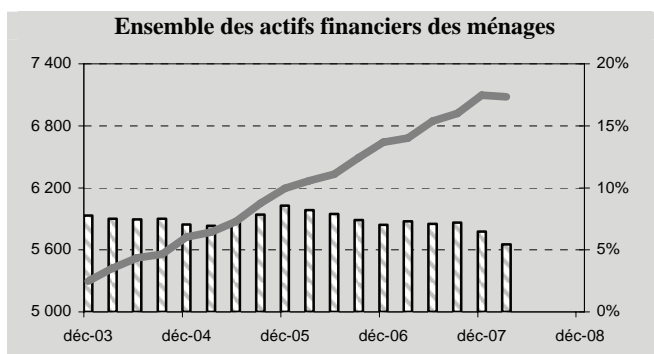
Assurance-vie



Conjoncture financière et bancaire

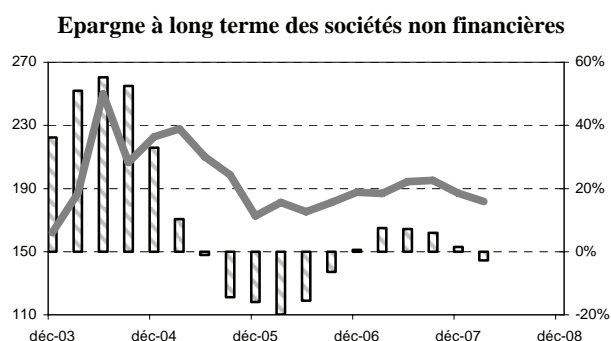
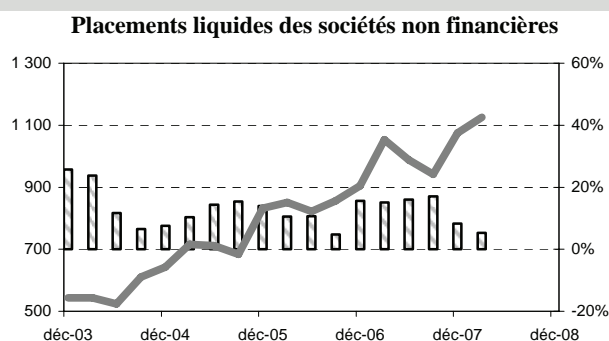
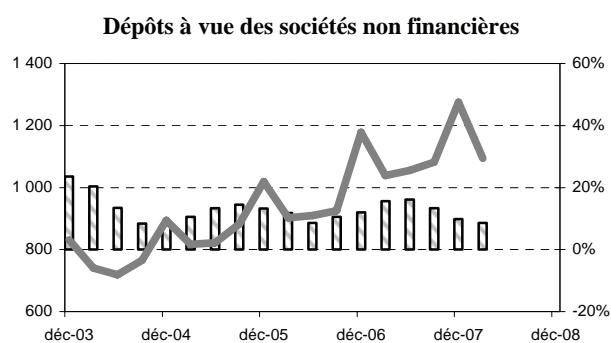
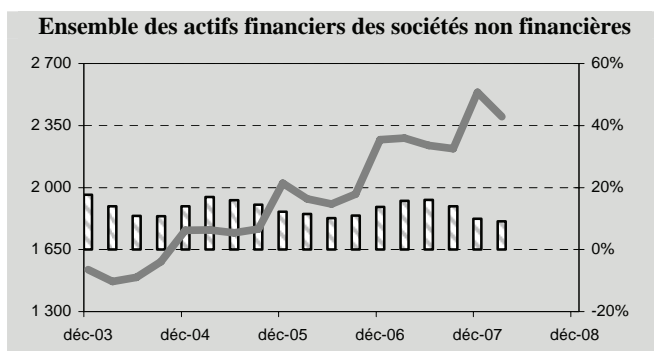
Les placements des ménages

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



Les disponibilités des sociétés non financières

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

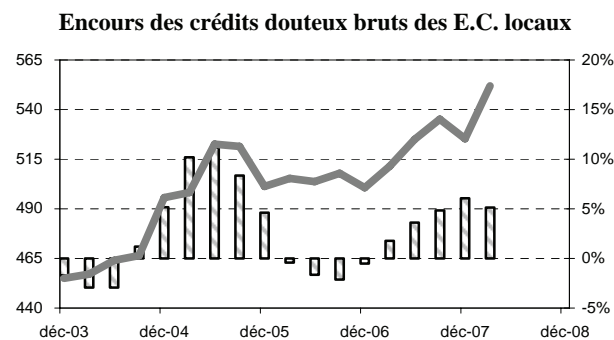
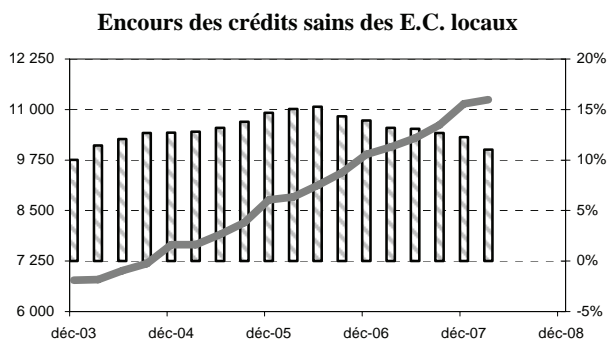


4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

	Montants en millions d'euros									Variations	
	mars-06	juin-06	sept-06	déc-06	mars-07	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	932,426	922,691	985,208	1 036,376	1 048,681	1 094,876	1 115,854	1 151,453	1 120,300	6,8%	-2,7%
Créances commerciales	124,984	140,288	134,056	156,563	126,465	148,184	140,430	152,458	118,353	-6,4%	-22,4%
Crédits de trésorerie	501,537	464,522	541,800	563,203	523,518	564,082	596,310	581,640	617,442	17,9%	6,2%
Comptes ordinaires débiteurs	219,769	214,873	205,458	196,721	286,257	256,044	250,781	275,564	261,848	-8,5%	-5,0%
Affacturation	86,136	103,008	103,894	119,889	112,441	126,566	128,333	141,791	122,657	9,1%	-13,5%
Crédits d'investissement	2 201,171	2 288,242	2 339,987	2 420,246	2 420,400	2 501,619	2 640,317	2 745,480	2 816,696	16,4%	2,6%
Crédits à l'équipement	1 986,846	2 067,538	2 111,126	2 178,793	2 169,270	2 225,354	2 356,845	2 480,486	2 500,852	15,3%	0,8%
Crédit-bail	214,325	220,704	228,861	241,453	251,130	276,265	283,472	264,994	315,844	25,8%	19,2%
Crédits à l'habitat	511,182	542,402	579,350	648,055	659,582	688,705	729,085	798,074	814,528	23,5%	2,1%
Autres crédits	26,742	38,141	50,776	59,328	55,896	49,036	52,504	59,770	55,437	-0,8%	-7,2%
Encours sain	3 671,521	3 791,476	3 955,321	4 164,005	4 184,559	4 334,236	4 537,760	4 754,777	4 806,961	14,9%	1,1%
Ménages											
Crédits à la consommation	1 498,022	1 538,280	1 560,102	1 605,469	1 590,703	1 609,408	1 657,327	1 665,716	1 663,217	4,6%	-0,2%
Crédits de trésorerie	1 382,961	1 421,069	1 443,916	1 477,166	1 465,613	1 484,449	1 518,938	1 542,420	1 524,042	4,0%	-1,2%
Comptes ordinaires débiteurs	54,482	58,596	57,321	63,185	60,399	61,446	61,785	53,112	60,325	-0,1%	13,6%
Crédit-bail	60,579	58,615	58,865	65,118	64,691	63,513	76,604	70,184	78,850	21,9%	12,3%
Crédits à l'habitat	3 054,816	3 133,304	3 252,520	3 440,724	3 490,922	3 570,973	3 664,792	3 821,534	3 853,092	10,4%	0,8%
Autres crédits	28,728	29,068	28,353	29,008	27,224	27,350	30,266	34,544	33,874	24,4%	-1,9%
Encours sain	4 581,566	4 700,652	4 840,975	5 075,201	5 108,849	5 207,731	5 352,385	5 521,794	5 550,183	8,6%	0,5%
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	5,815	4,655	3,573	2,813	5,138	16,629	47,942	30,531	38,536	n.s	n.s
Crédits de trésorerie	3,020	2,192	3,373	2,729	3,443	16,237	47,650	28,194	36,262	n.s	n.s
Comptes ordinaires débiteurs	2,795	2,463	0,200	0,084	1,695	0,392	0,292	2,337	2,274	n.s	n.s
Crédits à l'équipement	401,363	389,173	379,827	400,621	492,988	430,440	418,137	597,865	578,058	17,3%	-3,3%
Autres crédits	1,367	1,242	1,738	2,423	3,527	1,328	1,291	2,479	3,305	-6,3%	33,3%
Encours sain	408,545	395,070	385,138	405,857	501,653	448,397	467,370	630,875	619,899	23,6%	-1,7%
Autres agents											
Encours sain	175,655	229,771	255,620	241,188	275,785	299,105	258,524	238,374	267,834	-2,9%	12,4%
TOTAL											
Encours sain	8 837,287	9 116,969	9 437,054	9 886,251	10 070,846	10 289,469	10 616,039	11 145,820	11 244,877	11,7%	0,9%
Créances douteuses brutes	505,905	504,375	508,553	501,099	511,860	525,402	535,531	525,980	552,359	7,9%	5,0%
Encours total	9 343,192	9 621,344	9 945,607	10 387,350	10 582,706	10 814,871	11 151,570	11 671,800	11 797,236	11,5%	1,1%
Taux de créances douteuses	5,4%	5,2%	5,1%	4,8%	4,8%	4,9%	4,8%	4,5%	4,7%	-0,2 pt	0,2 pt
Taux de provisionnement	67,9%	69,0%	68,7%	68,4%	67,4%	67,6%	66,1%	64,9%	64,2%	-3,2 pt	-0,7 pt

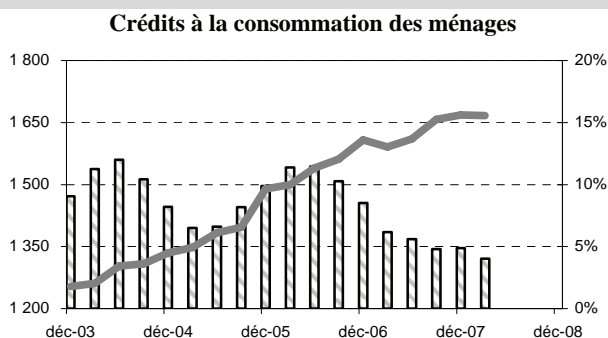
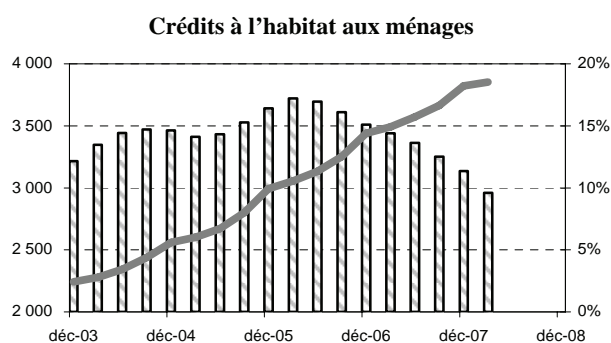
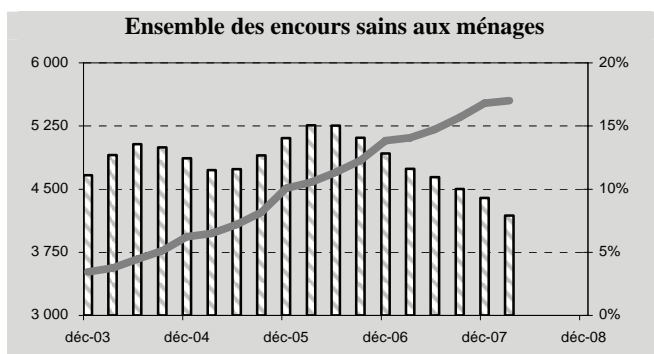
L'évolution de l'endettement des agents économiques



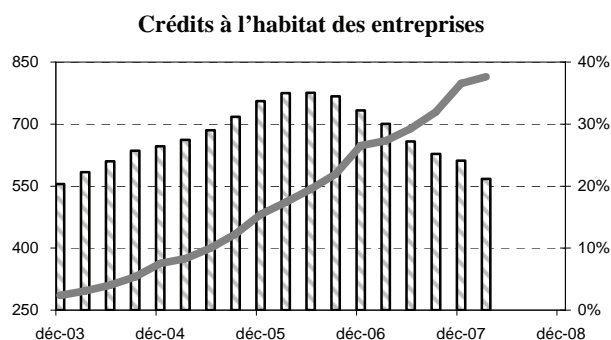
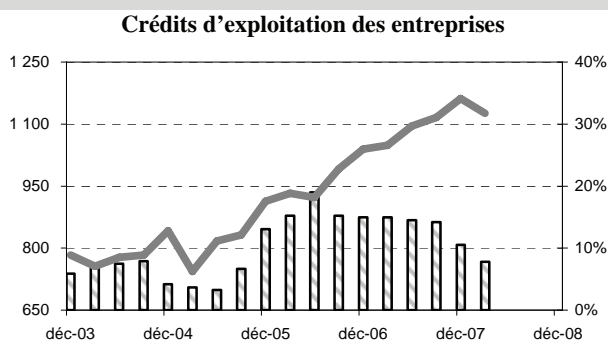
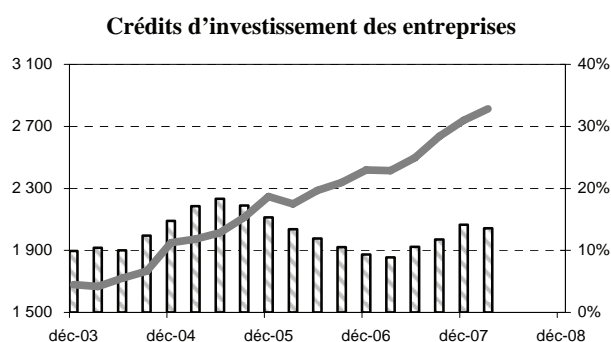
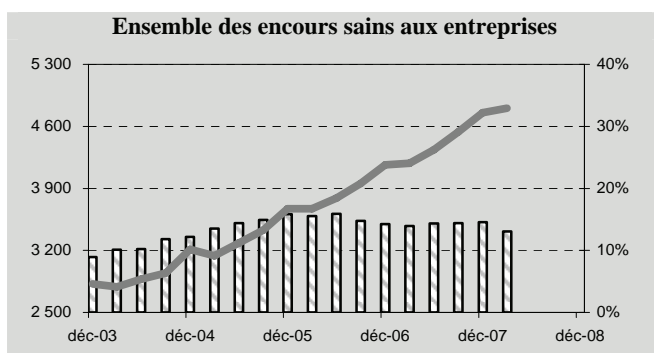
Conjoncture financière et bancaire

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

L'endettement des ménages



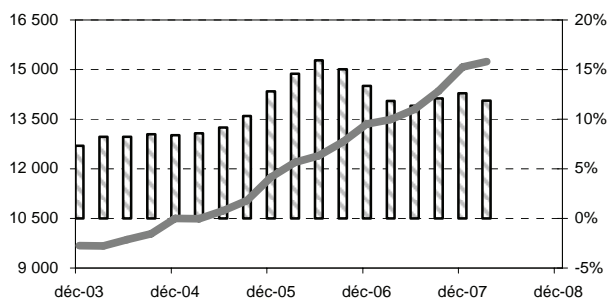
L'endettement des entreprises



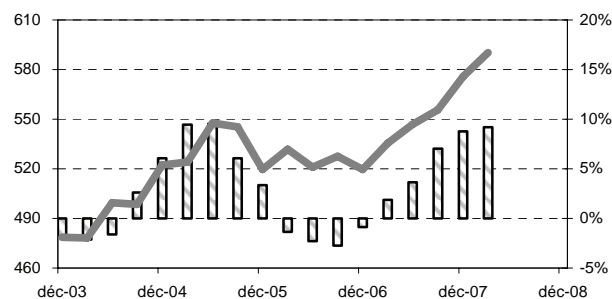
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros									Variations	
	mars-06	juin-06	sept-06	déc-06	mars-07	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	973,101	971,520	1 033,630	1 091,616	1 095,286	1 139,585	1 159,981	1 191,208	1 168,831	6,7%	-1,9%
<i>Créances commerciales</i>	126,292	141,045	135,805	158,599	127,592	149,297	142,395	154,431	119,923	-6,0%	-22,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	514,311	484,820	560,730	585,070	544,158	583,151	617,215	592,240	635,250	16,7%	7,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	228,572	224,265	215,294	206,490	294,658	266,015	257,277	285,681	276,624	-6,1%	-3,2%
<i>Affacturage</i>	103,926	121,390	121,801	141,457	128,878	141,122	143,094	158,856	137,034	6,3%	-13,7%
Crédits d'investissement	2 592,517	2 687,299	2 758,939	2 848,797	2 862,688	2 970,428	3 120,505	3 226,970	3 356,887	17,3%	4,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	2 226,187	2 317,116	2 377,917	2 455,694	2 455,184	2 534,810	2 680,092	2 801,400	2 879,327	17,3%	2,8%
<i>Crédit-bail</i>	366,330	370,183	381,022	393,103	407,504	435,618	440,413	425,570	477,560	17,2%	12,2%
Crédits à l'habitat	2 290,206	2 324,966	2 365,325	2 333,000	2 359,680	2 409,115	2 552,179	2 652,189	2 661,169	12,8%	0,3%
Autres crédits	27,472	38,848	51,460	60,000	56,533	49,649	53,093	60,345	55,988	-1,0%	-7,2%
Encours sain	5 883,296	6 022,633	6 209,354	6 333,413	6 374,187	6 568,777	6 885,758	7 130,712	7 242,875	13,6%	1,6%
Ménages											
Crédits à la consommation	1 553,502	1 595,439	1 618,143	1 665,569	1 650,704	1 671,947	1 722,362	1 731,912	1 728,874	4,7%	-0,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 438,282	1 478,174	1 501,881	1 537,182	1 525,338	1 546,683	1 583,727	1 607,495	1 588,953	4,2%	-1,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	54,577	58,650	57,397	63,269	60,474	61,546	61,837	53,547	60,418	-0,1%	12,8%
<i>Crédit-bail</i>	60,643	58,615	58,865	65,118	64,892	63,718	76,798	70,870	79,503	22,5%	12,2%
Crédits à l'habitat	3 294,234	3 373,306	3 498,370	3 700,220	3 753,106	3 847,159	3 956,465	4 134,845	4 177,126	11,3%	1,0%
Autres crédits	34,266	33,079	32,266	32,811	38,311	37,990	41,199	45,600	60,426	57,7%	32,5%
Encours sain	4 882,002	5 001,824	5 148,779	5 398,600	5 442,121	5 557,096	5 720,026	5 912,357	5 966,426	9,6%	0,9%
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	6,630	55,491	123,240	6,800	5,138	16,630	56,529	43,531	56,305	-n.s-	-n.s-
<i>Crédits de trésorerie</i>	3,835	53,028	123,040	6,716	3,443	16,238	56,237	41,194	54,031	-n.s-	-n.s-
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	2,795	2,463	0,200	0,084	1,695	0,392	0,292	2,337	2,274	-n.s-	-n.s-
Crédits à l'équipement	1 112,053	949,045	955,651	1 249,635	1 321,008	1 277,170	1 336,043	1 675,016	1 633,881	23,7%	-2,5%
Autres crédits	69,156	66,057	62,359	58,662	8,985	6,230	5,325	5,163	5,373	-40,2%	4,1%
Encours sain	1 187,839	1 070,593	1 141,250	1 315,097	1 335,131	1 300,030	1 397,897	1 723,710	1 695,559	27,0%	-1,6%
Autres agents											
Encours sain	243,248	297,684	318,080	306,795	343,158	372,936	351,973	307,812	334,764	-2,4%	8,8%
TOTAL											
Encours sain	12 196,385	12 392,734	12 817,463	13 353,905	13 494,597	13 798,839	14 355,654	15 074,591	15 239,624	12,9%	1,1%
Créances douteuses brutes	531,739	520,940	527,487	519,682	535,476	546,816	555,662	575,773	590,243	10,2%	2,5%
Encours total	12 728,124	12 913,674	13 344,950	13 873,587	14 030,073	14 345,655	14 911,316	15 650,364	15 829,867	12,8%	1,1%
Taux de créances douteuses	4,2%	4,0%	4,0%	3,7%	3,8%	3,8%	3,7%	3,7%	3,7%	-0,1 pt	0,0 pt
Taux de provisionnement	64,8%	67,1%	66,4%	66,0%	64,5%	65,1%	63,8%	59,4%	60,2%	-4,3 pt	0,8 pt

Encours des crédits sains distribués par l'ensemble des E.C.



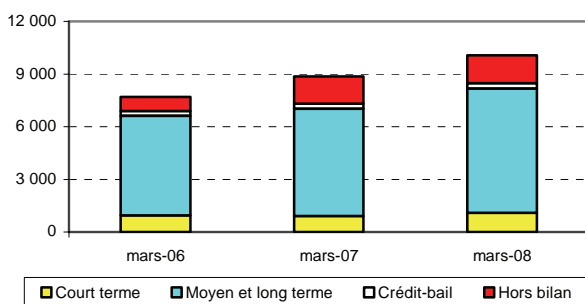
Encours des crédits douteux bruts de l'ensemble des E.C.



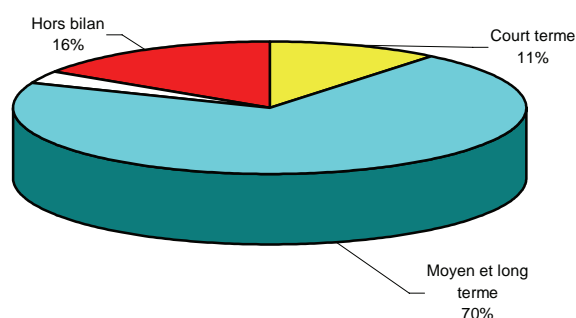
5. Risques sectoriels

Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France

Risques en millions d'€

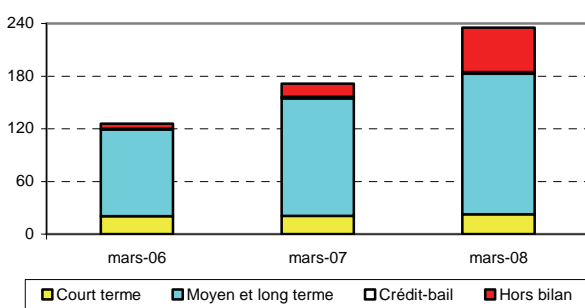


Répartition des risques par secteur au 31 mars 2008

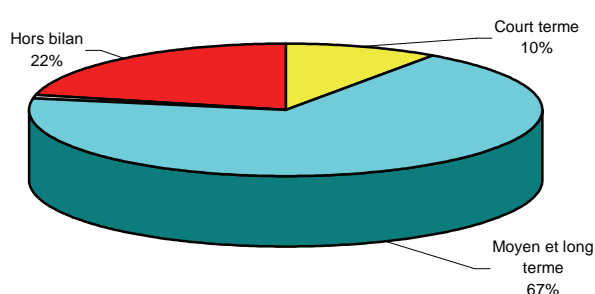


Risques bancaires sur le secteur agricole

Risques en millions d'€

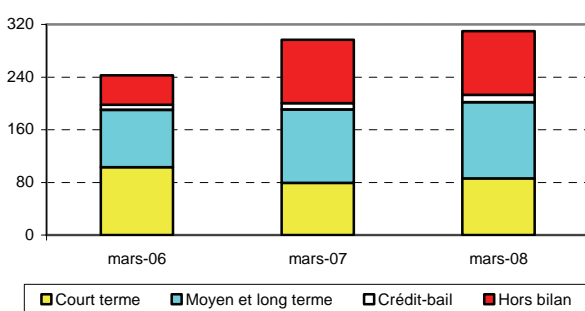


Répartition des risques par secteur au 31 mars 2008

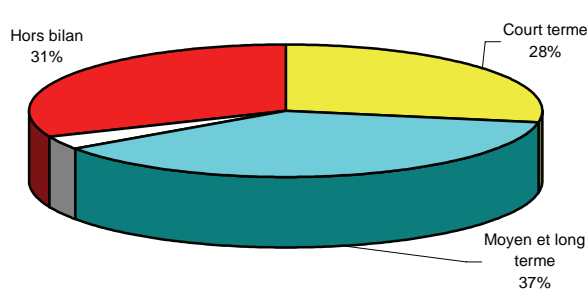


Risques bancaires sur le secteur de l'industrie manufacturière

Risques en millions d'€

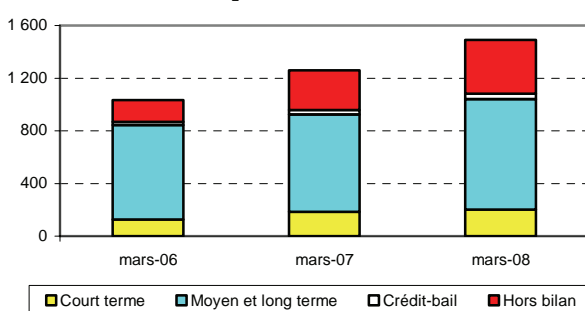


Répartition des risques par secteur au 31 mars 2008

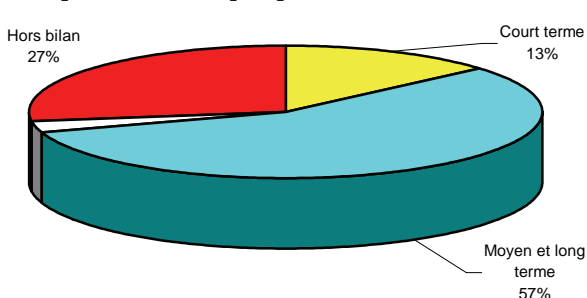


Risques bancaires sur le secteur de la construction

Risques en millions d'€

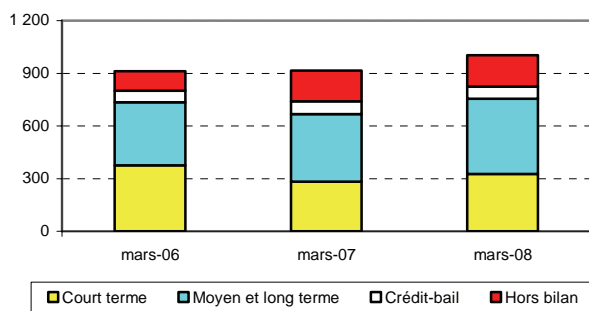


Répartition des risques par secteur au 31 mars 2008

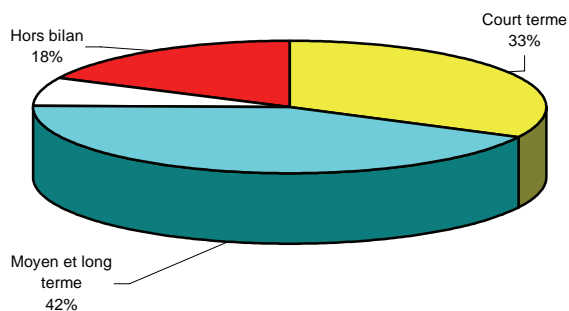


Risques bancaires sur le secteur du commerce

Risques en millions d'€

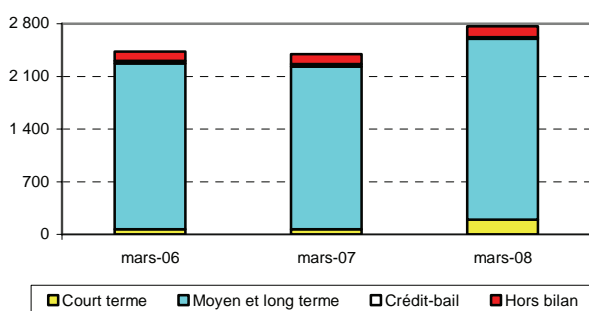


Répartition des risques par secteur au 31 mars 2008

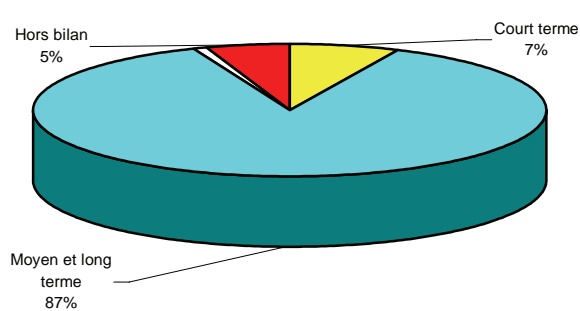


Risques bancaires sur le secteur des activités immobilières

Risques en millions d'€

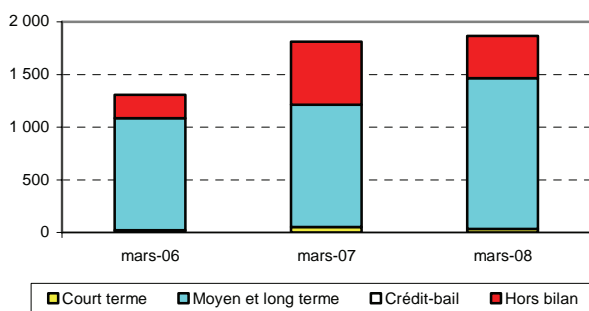


Répartition des risques par secteur au 31 mars 2008

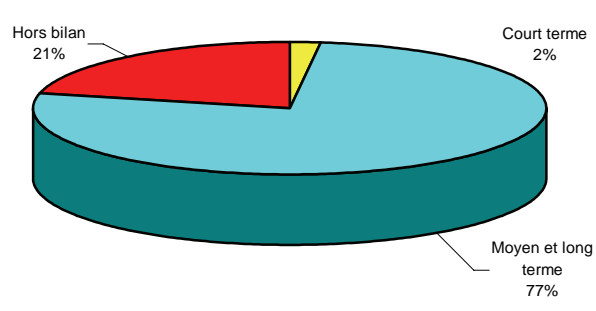


Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques

Risques en millions d'€

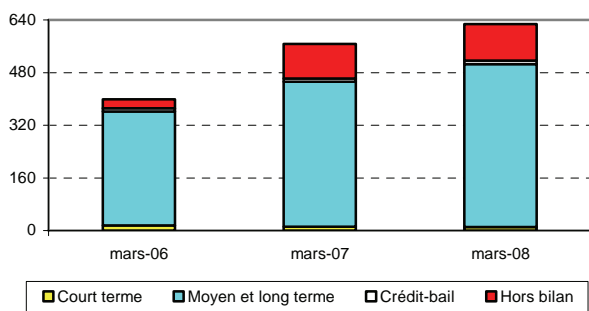


Répartition des risques par secteur au 31 mars 2008

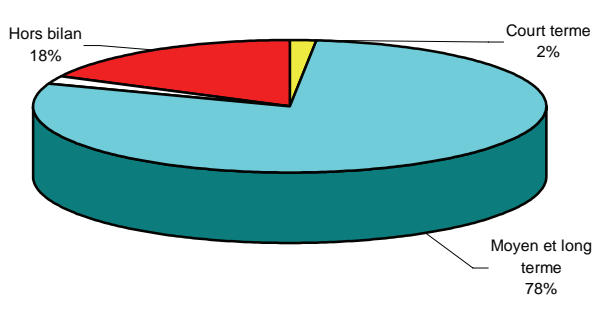


Risques bancaires sur le secteur de la santé et de l'action sociale

Risques en millions d'€



Répartition des risques par secteur au 31 mars 2008



6. Rappel des taux

6.1 Taux réglementés

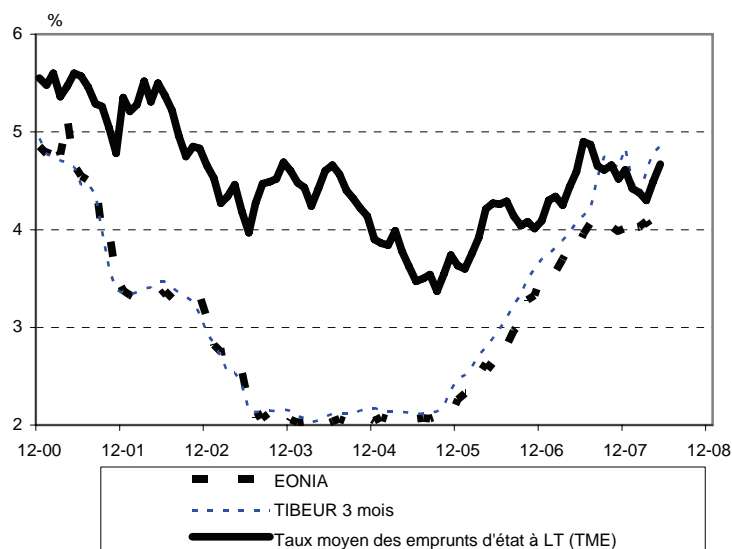
Taux directeurs de la Banque Centrale Européenne	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/06/2007)	4,00%
Taux de la facilité de dépôt (13/06/2007)	3,00%
Taux de la facilité de prêt (13/06/2007)	5,00%

Taux de l'Épargne Réglementée (à compter du 1/02/2008)		
Livret A et bleu	Liv. développement	LEP
3,50%	3,50%	4,25%
Plan Epargne Logement *	Cpte Epargne Logement *	
2,50%	2,25%	

* Hors prime d'état

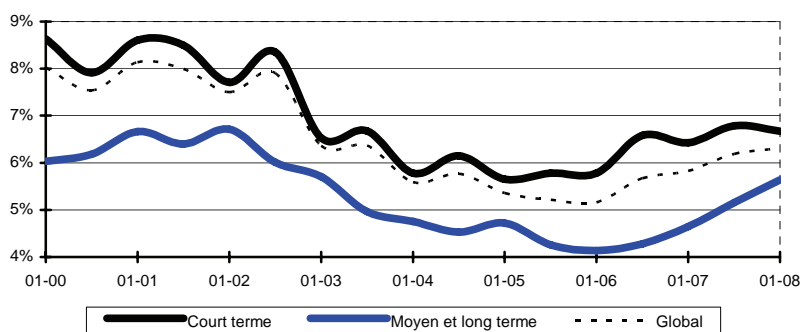
Taux d'intérêt légal	
Année 2008 (JO du 23/02/2008)	3,99%
Année 2007 (JO du 21/02/2007)	2,95%

6.2 Principaux taux de marché



6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

	Taux moyens pondérés		
	janv-07	juil-07	janv-08
Court terme	6,43%	6,78%	6,67%
. Escompte	5,69%	7,30%	6,58%
. Découvert	7,67%	6,72%	6,96%
. Autres CT	5,35%	6,36%	6,33%
Moyen et long terme	4,64%	5,16%	5,64%
Taux moyen pondéré global	5,83%	6,19%	6,31%



6.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale ou à un entrepreneur individuel se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégories de crédit		Plafonds de l'usure applicables à compter de						
		oct-06	janv-07	avr-07	juil-07	oct-07	janv-08	avr-08
Particuliers	Prêts immobiliers							
	- Prêts à taux fixe	6,16%	6,39%	6,27%	6,41%	6,63%	7,12%	7,25%
	- Prêts à taux variable	5,73%	6,12%	6,24%	6,53%	6,72%	7,05%	7,16%
	- Prêts relais	6,03%	6,21%	6,35%	6,48%	6,53%	7,00%	7,25%
	Autres prêts							
	- Prêts d'un montant < ou = à 1.524 euros *	20,53%	20,76%	20,33%	20,39%	20,49%	20,88%	20,60%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1.524 euros	8,53%	8,44%	8,72%	8,93%	9,04%	9,39%	9,60%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1.524 euros (*)	18,81%	19,07%	19,25%	19,85%	19,80%	20,16%	20,48%	
Prof.	- Découverts en compte (**)	14,00%	14,19%	14,44%	14,48%	14,61%	14,71%	14,29%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

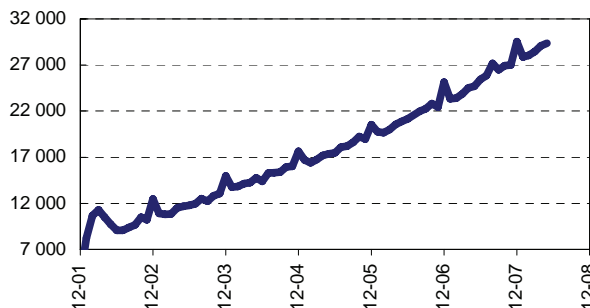
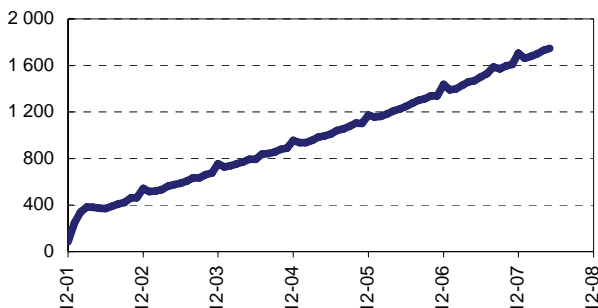
7. Monnaie fiduciaire

7.1 Emission mensuelle de billets euros

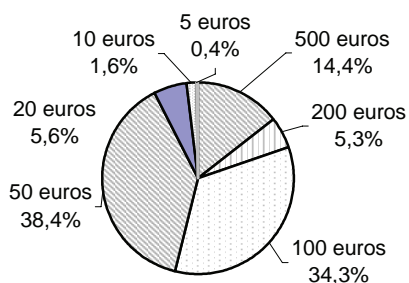
Emissions nettes cumulées de billets (à fin mai 2008)

en valeur (en millions d'€)

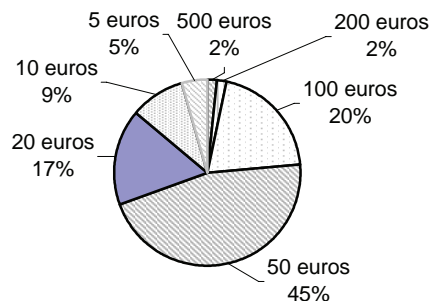
en volume (en milliers d'unités)



Répartition en valeur au 31 mai 2008



Répartition par quantité au 31 mai 2008

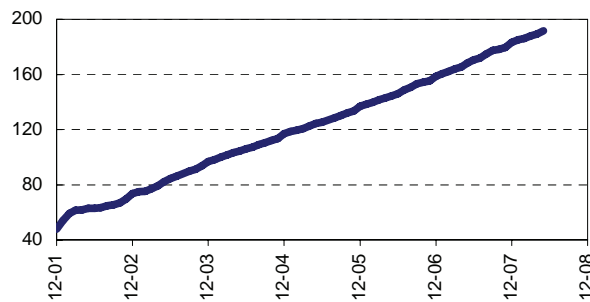
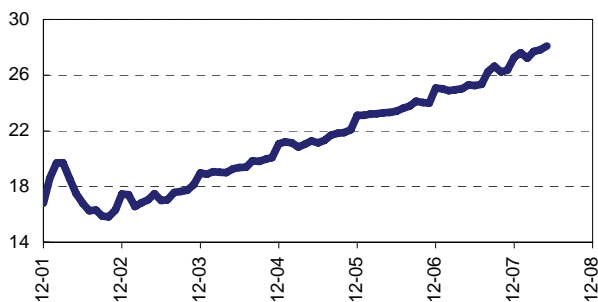


7.2 Emission mensuelle de pièces euros

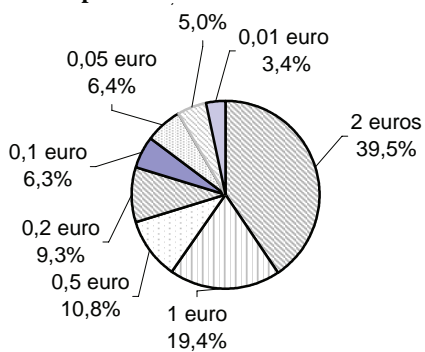
Emissions nettes cumulées de pièces (à fin mai 2008)

en valeur (en millions d'€)

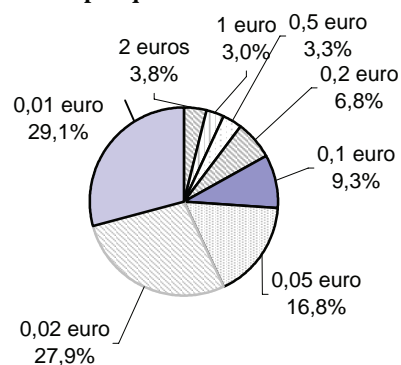
en volume (en millions d'unités)



Répartition en valeur à fin mai 2008



Répartition par quantité à fin mai 2008



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4 rue de la Compagnie - 97400 Saint-Denis
Réunion

Téléphone : 0262.90.71.00 – télécopie : 0262.21.41.32
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : F. DALLIER
Editeur : IEDOM
Achevé d'imprimer le 30 juin 2008
Dépôt légal N° 135 – juin 2008